

Guinsburg, T.N. et Reuber, G.L. (éds), *Perspectives on the Social Sciences in Canada*, Presses de l'Université de Toronto, 1974, 196 p.

Jean-Pierre Thouez

Volume 7, numéro 1, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700652ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700652ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thouez, J.-P. (1976). Compte rendu de [Guinsburg, T.N. et Reuber, G.L. (éds), *Perspectives on the Social Sciences in Canada*, Presses de l'Université de Toronto, 1974, 196 p.] *Études internationales*, 7(1), 129-131.
<https://doi.org/10.7202/700652ar>

bécois – plus particulièrement les spécialistes de la publicité commerciale –, soucieux de prestige social, de mobilité et d'aisance matérielle accrue, assistent volontiers à la pénétration de l'univers culturel canadien-français par les valeurs, idéaux et techniques de la civilisation canadienne-anglaise, sont-ils des agents de libération de la nation canadienne-française ou plutôt des serviteurs soumis ou indifférents de la domination anglo-saxonne ?

L'analyse compétente d'Elkin suggère fortement que pour les hommes d'affaires canadiens-français, le nationalisme québécois est une malédiction.

Rebels and Colleagues de Frederick Elkin doit être lu du début à la fin.

Daniel GAY

Département de sociologie,
Université Laval

GUINSBURG, T. N. et REUBER, G. L. (éds), *Perspectives on the Social Sciences in Canada*, Presses de l'Université de Toronto, 1974, 196p.

Cet ouvrage se présente sous la forme d'un recueil de textes, issus de communications données durant le printemps de 1973 pour l'inauguration du bâtiment des Sciences sociales de l'Université de Western Ontario (London). Il semble que l'on a voulu « faire le point ». Pour cela, un sociologue (N. Keyfitz), un politologue (C. B. Macpherson), un économiste (H. G. Johnson) et un historien (R. Cook) ont essayé d'analyser les tendances actuelles et futures de leur discipline respective au Canada. Les psychologues ne sont pas totalement ignorés puisque l'un d'entre eux, M. Rokeach, présente ses résultats de recherche : l'appréhension des valeurs par les étudiants gradués ou non, et les conséquences pratiques qui en résultent en terme d'enseignement et de recherche. Par contre, si l'on examine la place de la géographie, elle apparaît peu

enviable, limitée au commentaire du texte de l'économiste cité ci-dessus.

Le contenu de chacun des textes apparaît peu homogène, chacun des participants, selon sa personnalité, (et ses valeurs !) fournit une description des théories et méthodes propres à sa discipline. La meilleure façon de les commenter est de les prendre un par un, tout en relevant les thèmes traités ou non.

N. Keyfitz part de l'existence de deux sociétés : la société américaine et la société canadienne (en excluant la société canadienne-française) ; chacune d'entre elles présente des problèmes spécifiques et, par conséquent, l'intérêt des recherches n'est pas le même. Cette tendance, malgré les « champs d'intérêt commun », apparaît de plus en plus marquée, due en partie aux « révolutions » que traverse actuellement la sociologie. Il explicite son hypothèse en analysant les théories, méthodes et applications à l'aide d'exemples fort appropriés. Dès lors, existe-t-il une spécificité canadienne en sociologie ? La réponse apparaît ambiguë. Il montre, à l'aide de données en provenance de la liste des membres de l'Association canadienne de sociologie et d'anthropologie, que la plupart d'entre eux possèdent un diplôme d'une université américaine, que le corps professoral, surtout des provinces de l'Ouest, n'a pas la citoyenneté canadienne (pour ceux qui l'ont, combien sont d'origine américaine ?). Que s'il existe des différences entre les revues canadiennes et américaines, elles tiennent surtout au fait que les secondes insistent plus sur les méthodes. Par conséquent, quelles seraient les directions que la sociologie canadienne devra adopter dans le futur pour souligner son caractère national. Selon l'auteur, il faudra partir des caractères spécifiques de la société canadienne (biculturalisme ; ressources canadiennes) ou de certaines positions favorables (le Canada et le Tiers-Monde...). Ceci sera réalisable si on peut limiter l'attraction intellectuelle des États-Unis dans l'éducation et la recherche au Canada (comment développer une « symbolique » proprement canadienne

et la diffuser). Savoir choisir ses problèmes et ses modèles semble être la réponse la plus accessible. Le commentaire est fourni par J. Friedman, anthropologue. Partant de l'approche spécifique à sa discipline, il souligne que le milieu et non le problème constitue la première étape épistémologique. Par conséquent, l'hétérogénéité d'une société n'est pas un problème mais au contraire fournit le cadre nécessaire de l'étude d'une communauté nationale, par l'observation des régularités. Quant au second commentaire fourni par Rokeach, psychologue, il considère selon ses propres recherches que l'attitude de l'Américain présente des caractéristiques différentes de celles observées pour le Canadien (il en serait de même entre le Canadien français et le Canadien anglais). Cependant, au delà des caractères nationaux, l'auteur doute qu'il y ait une sociologie canadienne nationale car toutes les sciences sociales sont intéressées à divers degrés aux antécédents et conséquences du comportement social. Dès lors, il s'agit de dépasser cette tendance à la fragmentation.

Si nous nous sommes étendus sur ce premier commentaire c'est qu'il reflète les questions et réponses des autres auteurs. Macpherson porte son exposé sur le « schisme » réalisé entre les sciences politiques et l'économie au Canada. Selon l'auteur, cette tendance propre à l'Amérique du Nord n'est pas propice. Il l'attribue à la révolution *behavioral*. Quoi qu'il en soit, il analyse à l'aide d'un texte du professeur Smiley, publié en 1967, différents thèmes de la science politique depuis 1945. Il est aidé par les recherches effectuées par l'Association canadienne de sciences politiques. À l'aide d'un ensemble de critères, il souligne l'« immaturité » de sa discipline due en partie au manque de réflexion théorique et surtout à la faiblesse des travaux sur le système politique qui tendent plus à mesurer son efficacité qu'à le comprendre. Il attribue ce développement, y compris le « schisme » cité ci-dessus, non pas tant à l'américanisation de la science politique canadienne, mais aux forces modernes qui la secouent. Selon le commentaire de Zoltvany, historien, ce pro-

cessus est logique car il dépend des conditions temporelles historiques et sociales de la société observée. Celui de H. G. Johnson est largement pamphlétaire ! à tel point que la réponse de Macpherson à son propre texte apparaît comme un échange normal de procédés entre deux personnalités « bien éduquées ». Relevons, par exemple, ces propos : « In brief, economics has built it an experience based theory of what goes wrong with the American economic system, why it would happen and how to remedy it... » (H. G. Johnson, p. 82) qui se passent de commentaires. Constatons que l'exposé de H. G. Johnson, un véritable traité de l'évolution de la science économique, de quelque 38 pages, est, pour un non-initié, illisible tant par le style que par l'accumulation de citations. Il semble que l'auteur tend à vouloir développer une politique économique qui serait fondée sur la position keynésienne et sur la théorie monétaire comme solution aux problèmes actuels. Au delà de cette hypothèse, la position académique de l'auteur et ses études (glorification des deux « *Cambridges* », l'apologie d'un système capitaliste qui ne soit pas enrayé par les mouvements sociaux, sa façon de considérer l'économiste canadien, alors que lui-même vit en Angleterre) devraient être lues, ne serait-ce que pour estimer « l'auréole » que s'accorde un économiste prisonnier de sa discipline ! R. Cook, historien, part de la citation de Carr, « comment l'homme a-t-il maîtrisé son environnement ? ». Il souligne l'apport des autres sciences pour le développement de sa discipline, quoique la plupart d'entre elles aient utilisé à des degrés divers l'apport de l'histoire. Il montre, par exemple, l'apport de l'histoire économique et de l'histoire urbaine dans la formulation de nouvelles hypothèses ou techniques de travail.

L'optimisme que reflètent la plupart de ces exposés (à moindre égard pour les commentaires) apparaît de bon augure pour l'inauguration d'une faculté ! Mais au delà de cette perspective, quelle est l'opinion des auditeurs ? Le livre ne contient pas les questions-réponses et, par conséquent, il

manque une dimension très importante à cet ouvrage qui n'apporte, en définitive, pas d'éléments nouveaux. Cet ouvrage devrait cependant être consulté dans la mesure où il fournit, dans un même ouvrage, les perspectives d'évolution des sciences sociales au Canada et qu'il n'existe malheureusement pas de livres dans ce domaine au pays.

Jean-Pierre THOUÉZ

*Département de géographie,
Université de Sherbrooke*

KORNBERG, Allan (éd.), *Legislatures in Comparative Perspective*, New York, David Mc Kay, 1973, 457p.

Ce volume constitue une importante contribution à l'étude interdisciplinaire des institutions et des processus législatifs tant dans les pays technologiquement plus avancés que dans les pays dits en voie de développement.

Il regroupe 17 études – dont 9 sont des essais théoriques ; les 8 autres combinent l'analyse théorique et l'analyse de résultats de questionnaires, de données de recensements...

Il n'est pas possible de souligner ou d'évaluer, dans le cadre de cette recension, les contributions d'ailleurs nombreuses et variées des auteurs, tant au point de vue théorique que méthodologique. Résumons, toutefois, celles de Richard SISSON (« Comparative Legislative Institutionalization : A Theoretical Explanation ») et de Fred W. RIGGS (« Legislative Structures : Some Thoughts on Elected National Assemblies »). Dans notre opinion, ces deux auteurs définissent bien les perspectives générales dont s'inspirent, explicitement, leurs collègues.

Sisson rappelle que l'étude des législatures dans le Tiers-Monde, en tant qu'institutions politiques, est sous-développée. Le processus

de décolonisation, l'appel du nationalisme, la pré-éminence des bureaucraties civiles ou militaires dans la période postcoloniale, l'attribution d'une impuissance générale aux institutions législatives – voilà autant de facteurs qui ont milité plutôt en faveur de l'adoption, comme sujets d'études, de thèmes comme les élites, le leadership charismatique, les partis politiques, les bureaucraties civiles et militaires.

D'autre part, les spécialistes des sciences sociales ont porté davantage l'accent sur le système, les fonctions, et sur les facteurs sociaux du comportement (politique) et beaucoup moins sur les institutions politiques en tant que telles.

Enfin, ceux qui normalement s'intéressaient à l'étude du dynamisme politique dans les pays du Tiers-Monde vinrent à privilégier davantage les « causes » non politiques du comportement politique, en réaction contre une certaine tradition de recherche de type ethnocentrique et formaliste : reflétant un biais intellectuel hérité de politologues américains et européens, celle-ci postulait la cohésion des communautés politiques (e.g., la législature et le gouvernement), l'*ethos* démocratique et la légitimité de l'ordre politique.

Au contraire, Sisson estime que l'existence et le fonctionnement des législatures dans les pays en voie de développement posent des problèmes différents de ceux qui caractérisent les systèmes politiques relativement « établis ». Alors que, dans ces systèmes, la recherche sur les législatures a été généralement orientée vers la connaissance du fonctionnement de la machine et l'amélioration de son rendement, dans les pays en voie de développement, « les institutions législatives reflètent les conflits sociaux aussi bien que les contestations contre l'État » (pp. 18-19) ; par ailleurs, « les législatures constituent en même temps un foyer et un catalyseur de conflits sociaux primordiaux » (p. 18).

Enfin, puisque le « développement » n'est pas un processus fini, mais qui est plutôt